

P.J. n°6 – Respect des prescriptions applicables relatives à la réglementation ICPE

1.1. Revue de conformité liée à l'Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
Chapitre I : Dispositions générales		
Article 2 de l'arrêté du 26 mars 2012		
Conformité de l'installation. L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.	Les installations seront implantées et exploitées conformément aux plans et autres dossiers.	/
Article 3 de l'arrêté du 26 mars 2012		
Dossier « installation classée » L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents - le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé	Un classeur contenant l'ensemble des pièces exigées sera présent sur le site.	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<ul style="list-style-type: none"> - le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation - le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques - les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie - les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement - les consignes d'exploitation - le registre de sortie des déchets - le plan des réseaux de collecte des effluents. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		
Article 4 de l'arrêté du 26 mars 2012		
Déclaration d'accidents ou de pollution accidentelle. L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.	Les accidents et incidents de nature à porter atteinte à l'environnement et aux tiers seront portés à la connaissance de l'inspection des installations classées.	/
Article 5 de l'arrêté du 26 mars 2012		
Implantation L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	Aucun local habité ne sera implanté au-dessous ou en-dessous des installations.	Cf. P.J. n°3 : Plan masse

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
Article 6 de l'arrêté du 26 mars 2012		
Envol des poussières Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes pour empêcher les envols de poussières et les dépôts de matières diverses : - les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas d'envol de poussière ou de dépôt de boue sur les voies de circulation publique.	Le site disposera de voies de circulation et d'aires de stationnement en enrobé qui seront convenablement nettoyées. Les voies d'accès au site depuis la rue Bonnor et la rue du Clos Saint-Jean seront bitumées. Ce qui limitera les risques de dépôts de boue sur les voies de circulation publique.	/
Article 7 de l'arrêté du 26 mars 2012		
Intégration dans le paysage L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'installation est maintenue propre et entretenue en permanence.	Le site sera entretenu et maintenu propre. Afin de favoriser l'intégration paysagère, des plantations seront réalisées sur la périphérie du site selon les exigences de la zone Uei du PLU de Saint-Dizier.	/
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions		
Section 1 : Généralités		
Article 8 de l'arrêté du 26 mars 2012		
Surveillance de l'installation L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.	Trois agents de déchèterie, formés et ayant une bonne connaissance de la conduite des installations seront présents sur le site.	/
Article 9 de l'arrêté du 26 mars 2012		
Propreté de l'installation Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de	Les locaux de stockages des déchets dangereux seront régulièrement nettoyés.	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières.		
Article 10 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Localisation des risques</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>	<p>Les zones à risque du site seront :</p> <p><u>Incendie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Bennes de stockage des déchets combustibles non dangereux ; - Locaux de stockage des déchets dangereux (Hors GEM Froid) ; - Local de stockage des pneus ; - Zone de stockage vrac (déchets verts) ; - Zone de stockage des emballages vides souillés. - local de ressourcerie <p><u>Pollution</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Locaux de stockage des déchets dangereux liquides et pâteux. <p><u>Atmosphère explosive</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Local de stockage des solides pâteux et aérosols ... 	<p>Cf. P.J. n°3 : Plan masse</p>
Article 11 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Etat des stocks de produits dangereux – Etiquetage</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>	<p>Un registre des déchets dangereux sera présent.</p> <p>Les caisses palettes et les bacs seront étiquetés conformément à la réglementation.</p> <p>Les déchets seront classés selon leurs dangers et compatibilités.</p>	<p>/</p>

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>		
Article 12 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Caractéristiques des sols</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p>	<p>Les sols des locaux de stockages des déchets dangereux seront étanches ; des rétentions adaptées seront présentes. L'aire de stockage disposera de rigoles de sol afin de recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire.</p>	/
Section 2 : Comportement au feu des locaux		
Article 13 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Réaction au feu</p> <p>Les locaux d'entreposage de déchets présentent les caractéristiques de réaction aux feux minimaux suivants (selon NF EN 13 501-1) :</p> <p>- matériaux A2 s2 d0.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Les locaux abritant les déchets seront en parpaing donc incombustibles (M0).</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu du bâtiment seront mis à disposition dès que possible.</p>	/
Article 14 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Désenfumage</p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes</p>	<p>Chaque local de stockage disposera d'une aération naturelle en partie haute (bardage à claire voie) dont la surface unitaire sera déterminée sur la base de 2% de la superficie dudit local.</p>	Cf. ANNEXE 1 : Plan détaillé des locaux

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique ou manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² - A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p>	<p>Dans le local des déchets dangereux, ces ouvertures seront complétées par des portes grillagées en partie basse. Ainsi, dans ce bâtiment, chaque local disposera d'une aération en partie basse et haute.</p> <p>Au regard de ce qui précède, le pétitionnaire demande un aménagement de prescriptions relatif au présent article 14.</p>	<p>Cf. P.J. n°7 : justificatif de demande d'aménagement de prescriptions.</p>
Section 3 : Dispositions de sécurité		
Article 15 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Clôture de l'installation</p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p>	<p>Le site disposera d'une clôture de 2 m de haut et d'un accès sécurisé par un portail pour les usagers. 3 portails de services seront réservés au bon fonctionnement du site. L'entrée et la sortie des VL se fera par le rond-point. Les PL accèderont par la rue Bonnor et la rue du Clos Saint-Jean.</p> <p>Le site restera fermé en dehors des heures d'ouverture. Les heures d'ouverture et les déchets acceptés seront affichés à l'entrée du site.</p>	<p>Cf. P.J. n°3 : Plan masse</p>
Article 16 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Accessibilité</p>	<p>Le plan du site, mentionnant la limitation de vitesse, sera affiché à l'entrée des installations.</p>	<p>Cf. P.J. n°3 : Plan masse</p>

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.</p> <p>Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposé à l'entrée du site.</p> <p>Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé.</p> <p>Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.</p>	<p>La déchetterie sera pourvue d'un sens de circulation comportant une entrée et une sortie distincte pour les usagers, d'une zone de retournement et d'une zone d'attente avant la barrière d'entrée du site afin de limiter les files d'attente au niveau de la voirie publique.</p> <p>Chaque local de stockage disposera d'une aération naturelle.</p> <p>Les murets de quais hauts côté usagers feront entre 0.2 mètre à 1 mètre selon les zones ou flux de déchets afin d'éviter les chutes de véhicules en cas de fausses manœuvres. Un cheminement piéton sera matérialisé au sol de manière à sécuriser les zones entre les zones de dépôt de déchets.</p> <p>Lorsque les murs de quais sont inférieurs à 1 m pour faciliter le dépôt de déchets des usagers, des dispositifs anti-chutes adaptés sont présents.</p> <p>La largeur des voies permettra une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.</p> <p>Une voie périphérique sera mise en place sur au moins sur une façade des bâtiments fermés.</p>	
Article 17 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Ventilation des locaux</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.</p>	<p>Les locaux de stockage seront ventilés naturellement depuis des ouvertures présentes en partie haute et basse.</p>	/
Article 18 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Matériels utilisables en atmosphères explosives</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 présentant un risque d'incendie ou d'explosion, les équipements électriques, mécaniques,</p>	<p>Les installations électriques seront réalisées conformément à la réglementation en vigueur.</p>	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.</p> <p>Ils sont réduits à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constitués de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Les justificatifs de conformité au décret du 19 novembre 1996 sont tenus à la disposition des services d'inspection.</p>	<p>Les justificatifs relatifs à la conformité des installations seront mis à disposition dès que possible.</p>	
Article 19 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Installations électriques</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.</p>	<p>Les justificatifs relatifs à la conformité des installations seront mis à disposition dès que possible.</p> <p>En phase exploitation, ces installations seront vérifiées annuellement et les rapports archivés sur le site. En cas de dysfonctionnement constaté, des actions correctives, gérées à travers un plan d'actions, seront mises en place.</p> <p>Les gaines électriques ne seront pas à l'origine d'inflammation et seront protégées contre les chocs.</p> <p>Aucun réservoir ni canalisation métallique ne sera présent dans les locaux de stockage.</p>	/
Article 20 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Systèmes de détection et d'extinction automatiques</p> <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de</p>	<p>Le site ne disposera pas de dispositif d'extinction automatique.</p> <p>Un détecteur de fumée sera installé dans le local de ressourcerie (60 m2).</p> <p>Ce détecteur sera vérifié au moins 1/an par un organisme agréé ; les vérifications seront inscrites dans le registre de sécurité.</p>	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>		
Article 21 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage 	<p>En phase exploitation, en cas d'incendie, les secours seront alertés à travers un téléphone mobile.</p> <p>Le plan des zones à risques sera mis à la disposition des secours.</p> <p>Selon la méthode de calcul D9, les besoins en eau du site pour la défense incendie sont estimés à 60 m³. Ce volume pourra être assuré par deux poteaux incendie implantés sur le site à moins de 100 m des zones de stockage des déchets.</p> <p>Les poteaux incendie du site pourront fournir chacun un débit de 60 m³/h à 1 bar de pression.</p> <p>Des extincteurs seront présents dans les zones de stockages des bennes et de déchets dangereux. Ces derniers resteront accessibles et appropriés au risque.</p> <p>Les extincteurs et les poteaux pourront fonctionner en période de gel.</p> <p>Les moyens de défense seront vérifiés au moins 1 fois/an.</p>	<p>Cf. ANNEXE 2 : D9/D9A</p>

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</p> <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, conformément aux référentiels en vigueur.</p>		
Article 22 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Plans des locaux et schéma des réseaux</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.</p> <p>Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p>	/	Cf. P.J. n°3 : Plan masse
Section 4 : Exploitation		
Article 23 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Travaux</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 10, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne</p>	<p>L'interdiction d'apporter du feu sera affichée sur le site.</p> <p>En cas de travaux par points chauds, un plan de prévention et un permis feu seront établis.</p> <p>Le plan de prévention précisera qu'à la fin des travaux, une vérification des installations sera effectuée.</p>	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>		
Article 24 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Consignes d'exploitation</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre - l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses 	<p>Des consignes de sécurité et d'exploitation seront présentes sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consigne n°1 : Interdiction d'apporter du feu - Consigne n°2 : Brûlage interdit - Consigne n°3 : Plan de prévention et permis feu - Consigne n°4 : Mise à l'arrêt des installations en cas d'urgence - Consigne n°5 : Isolement du réseau de collecte et déversement accidentel - Consigne n°6 : Moyens d'extinction - Consigne n°7 : Procédure d'alerte et information DREAL - Consigne n°8 : Modes opératoires - Consigne n°9 : Tableau de suivi des vérifications périodiques des installations - Consigne n°10 : Maintenance et nettoyage <p>Ces consignes seront mises à la disposition de l'inspection des installations classées dès que possible.</p>	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<ul style="list-style-type: none"> - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modes opératoires - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées - les instructions de maintenance et de nettoyage - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>		
Article 25 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Vérification périodique et maintenance des équipements</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p>	<p>Les installations suivantes seront vérifiées périodiquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Extincteurs : 1/an - Installations électriques : 1/an - Dispositifs de détection des fumées : 1/an <p>Les vérifications seront enregistrées dans le registre de sécurité.</p>	/
Article 26 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Formation</p> <p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.</p>	<p>Les agents affectés à la déchèterie seront formés ; un plan de formation sera établi annuellement. Les certificats seront archivés.</p> <p>Chaque agent fera l'objet d'un accueil au poste à la sécurité portant sur les thématiques suivantes :</p>	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier - le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction - la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site - la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident - les déchets et les filières de gestion des déchets - les moyens de protection et de prévention - les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ; - les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site. <p>La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Risques spécifiques liés aux installations - Risque incendie et manipulation des extincteurs - Vérification des consignes de sécurité - Conduites à tenir en cas d'accident ou incident - Déchets et filières de gestion des déchets - Moyens de protection et de prévention - Gestes et postures - Formalités administratives et contrôles à réaliser sur les déchets <p>Les documents attestant de la formation du personnel seront présents.</p> <p>Un protocole de chargement et déchargement sera établi avec les prestataires en transports.</p>	
Article 27 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Prévention des chutes et collisions</p> <p>Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets.</p> <p>I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif antichute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement,</p>	<p>Les murets de quais hauts côté usagers feront 0.2 mètre à 1 mètre selon la zone et le flux de déchets afin d'éviter les chutes de véhicules en cas de fausses manœuvres.</p> <p>Lorsque les murs de quais sont inférieurs à 1 m pour faciliter le dépôt de déchets des usagers, des dispositifs anti-chutes adaptés sont présents.</p> <p>Des panneaux signalant les risques de chutes seront présents.</p>	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas.</p> <p>Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</p> <p>II. - Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.</p>	<p>La partie basse des quais sera interdite aux usagers. Un affichage sera réalisé.</p> <p>L'éclairage sera adapté et les voies de circulations seront dégagées.</p>	
Article 28 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Zone de dépôt pour le réemploi</p> <p>L'exploitant peut implanter dans l'enceinte de l'installation une zone où les usagers déposent leurs objets ou leurs mobiliers qui sont destinés au réemploi. Le dépôt dans cette zone se fait sous le contrôle d'une personne habilitée par l'exploitant et avec son accord.</p> <p>Cette zone est abritée des intempéries et distincte du reste de l'installation. La zone de réemploi ne dépasse pas 10 % de la surface totale de l'installation.</p> <p>La durée maximale d'entreposage de ces produits destinés au réemploi est fixée par l'exploitant. Elle ne peut excéder trois mois. Au-delà de cette durée, les produits entreposés acquièrent le statut de déchet et doivent être gérés comme tel.</p>	<p>La déchetterie disposera d'un espace destiné au réemploi (activité de ressourcerie). Celui-ci sera un dépôt couvert et sécurisé avec un local de type atelier pour la réparation-remis en état. Une personne sera en charge de la gestion de cette activité. Elle disposera d'un bureau et des équipements nécessaires.</p> <p>La surface de dépôt est de 143 mètres carrés, soit 1,8 % de la surface totale de l'installation.</p> <p>La durée d'entreposage des produits destinés au réemploi n'excédera pas trois mois.</p>	/
Section 5: Stockages		
Article 29 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Stockage rétention</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir</p>	<p>Les déchets dangereux liquides seront stockés dans des locaux dédiés équipés de caillebotis sur bac de rétention. Ces rétentions disposeront de séparations afin de limiter les risques d'incompatibilités entre produits déversés.</p> <p>Ces rétentions occuperont la surface des locaux :</p>	<p>Cf. P.J.n°3 : Plan masse avec bassin</p> <p>Cf. ANNEXE 1 : Plan détaillé des locaux</p> <p>Cf. ANNEXE 2 : D9/D9A</p>

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p>	<p>- Le local fera 41 m² et disposera des 26 m³ de rétention pour 50% du stockage.</p> <p>Le bâtiment dispose de 4 locaux de ce type.</p> <p>Les bornes à huile seront disposées dans le local sur rétention.</p> <p>La trémie au centre des rétentions dans les locaux de stockage sera en béton. Les zones extérieures, affectées aux chargements et déchargements des déchets dangereux seront conçues de sorte à pouvoir recueillir tout déversement accidentel.</p> <p>Les produits recueillis à travers de l'absorbant seront stockés dans un contenant dédié et éliminés dans les filières agréées.</p> <p>Aucun stockage ne sera réalisé sous le niveau du sol.</p> <p>Un bassin étanche de confinement des eaux d'extinction (193 m³) est prévu. Son volume a été déterminé selon la méthode D9A. Cette dernière prévoit un dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de 185 mètres cubes.</p> <p>Le bassin se trouvera sur le centre de transfert appartenant au SDED 52 et situé à côté de la déchetterie.</p> <p>La déchetterie disposera en plus d'un système de récupération des eaux d'extinction étanche de 50 m³. Le centre de transfert disposera lui d'un système de 105 m³.</p> <p>Ainsi, après un incendie, la capacité de collecte des eaux d'extinction sera de 348 m³. Les eaux d'extinction collectées seront analysées ; selon le résultat des analyses, ces eaux seront soit éliminées dans les filières agréées soit rejetées dans le milieu récepteur dans les limites autorisées.</p>	<p>Cf. ANNEXE 6 : Plan détaillé local stockage DDS, DEEE, Huiles</p>

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS								
<p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :</p> <table><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>100 mg/l</td></tr><tr><td>DBO₅ (sur effluent non décanté)</td><td>100 mg/l</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>300 mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10mg/l</td></tr></table>	Matières en suspension totales	100 mg/l	DBO ₅ (sur effluent non décanté)	100 mg/l	DCO (sur effluent non décanté)	300 mg/l	Hydrocarbures totaux	10mg/l		
Matières en suspension totales	100 mg/l									
DBO ₅ (sur effluent non décanté)	100 mg/l									
DCO (sur effluent non décanté)	300 mg/l									
Hydrocarbures totaux	10mg/l									
Chapitre III : La ressource en eau										
Section 1 : Prélèvements, consommation d'eau et collecte des effluents										
Article 30 de l'arrêté du 26 mars 2012										
<p>Prélèvement d'eau, forages</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif de disconnexion évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.</p>	<p>Le site sera raccordé au réseau d'adduction d'eau potable de la ville de Saint-Dizier. Le réseau sera équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Il n'y aura pas de prélèvement dans le milieu naturel.</p>	/								

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour empêcher de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p> <p>Toute réalisation de forage doit être conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p>		
Article 31 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Collecte des effluents</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p>	<p>Le site ne rejettera pas d'eaux industrielles.</p>	<p>Cf. P.J n°3 : Plan masse</p>

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>		
Article 32 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Collecte des eaux pluviales</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>La collecte des eaux pluviales de voiries se fera à travers un réseau spécifique. Ces eaux seront reprises et traitées par un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>L'ensemble de ces eaux collectées et traitées se rejeteront dans le milieu naturel.</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbures sera vidangé et curé au moins une fois par an.</p> <p>Les BSD du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
Section 2 : Rejets		
Article 33 de l'arrêté du 26 mars 2012		
Justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité	/	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu. La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>		
Article 34 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Mesure des volumes rejetés et points de rejets</p> <p>La quantité d'eau rejetée est évaluée au moins une fois par an.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p>	<p>L'installation disposera d'un seul point de rejet.</p> <p>Un volumètre est prévu afin de mesurer la quantité d'eau annuellement rejetée.</p> <p>L'installation disposera d'un seul regard pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p>	/
Article 35 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Valeurs limites de rejet</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p><u>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</u></p> <p>- pH 5,5 ? 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline)</p>	<p>Le site ne rejettera pas d'eaux résiduaires.</p> <p>Les rejets aqueux ne seront constitués que des eaux pluviales. Ces eaux seront traitées par le séparateur d'hydrocarbures.</p>	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>- température < 30 °C</p> <p><u>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</u></p> <p>- matières en suspension : 600 mg/l</p> <p>- DCO : 2 000 mg/l</p> <p>- DBO5 : 800 mg/l</p> <p>Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure</p> <p><u>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</u></p> <p>- matières en suspension : 100 mg/l</p> <p>- DCO : 300 mg/l</p> <p>- DBO5 : 100 mg/l</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p><u>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain</u></p> <p>- indice phénols : 0,3 mg/l</p> <p>- chrome hexavalent : 0,1 mg/l</p> <p>- cyanures totaux : 0,1 mg/l</p> <p>- AOX : 5 mg/l</p> <p>- arsenic : 0,1 mg/l</p> <p>- hydrocarbures totaux : 10 mg/l</p>		

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>- métaux totaux : 15 mg/l</p> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, NI, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p>		
Article 36 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Interdiction des rejets dans une nappe</p> <p>Le rejet, même après épuration, d'eaux résiduaires vers les eaux souterraines est interdit.</p>	Le site ne rejettera pas d'eaux résiduaires.	/
Article 37 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Prévention des pollutions accidentelles</p> <p>Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à la présente section, soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre VII ci-après.</p>	<p>En cas de déversement accidentel, de l'absorbant sera utilisé et les résidus souillés éliminés dans les filières agréées.</p> <p>Une vanne de sectionnement sera présente sur le réseau afin de confiner les effluents pollués dans le bassin de confinement des eaux d'extinction incendie.</p>	/
Article 38 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p>	Le site ne rejettera pas d'eaux résiduaires.	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.</p>		
Article 39 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Epandage</p> <p>L'épandage des déchets et effluents est interdit.</p>	Il n'y aura pas d'épandage des déchets et effluents.	/
Chapitre IV : Emissions dans l'air		
Article 40 de l'arrêté du 26 mars 2012		
L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.	Aucune odeur ne proviendra des installations. Le bassin de confinement des eaux d'extinction restera toujours vide. En cas d'incendie, les eaux d'extinction seront, selon les résultats d'analyses, soit pompées puis traitées dans les filières agréées soit drainées dans le réseau d'eaux pluviales. Il n'y aura donc pas de stagnation dans ce bassin.	/
Sans préjudice des dispositions du code du travail, les aires pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagées autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux odorants canalisés sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz.	<p>Les locaux de stockage des déchets dangereux disposeront de grilles d'aération naturelle limitant les odeurs dans les locaux.</p> <p>Il n'y aura pas d'effluents gazeux sur les installations.</p>	/
CHAPITRE V : BRUIT ET VIBRATIONS		
Article 41 de l'arrêté du 26 mars 2012		
VALEURS LIMITES DE BRUIT.		
<p>I. Valeurs limites de bruit</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p>	<p>Une mesure sera réalisée en phase exploitation.</p> <p>Cette mesure sera réitérée tous les 3 ans.</p> <p>Il n'y aura pas d'appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.).</p>	

DESIGNATIONS			MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS								
<table><tr><th>NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table>	NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	Les installations ne seront pas à l'origine de vibrations.		
NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)										
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)										
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p>												
<p>II. Véhicules - Engins de chantier</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>												
<p>III. Vibrations</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p>												

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p>		
Chapitre VI : Déchets		
Article 42 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Admission des déchets</p> <p>Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant.</p> <p>Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'usager, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion.</p> <p>Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours.</p> <p>I. Réception et entreposage</p> <p>Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.</p>	<p>Les déchets ne seront réceptionnés que par des agents qualifiés et pendant les heures d'ouverture.</p> <p>En cas de refus d'un déchet, l'usager sera orienté vers le ou les centres de collectes ou de traitements adaptés aux déchets.</p> <p>Les zones de stockage de bennes seront clairement étiquetées de façon à permettre aux usagers de déposer sans erreurs les déchets.</p> <p>Un contrôle quotidien du niveau de remplissage des bennes sera réalisé.</p>	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.		
Article 43 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Déchets sortants</p> <p>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titres Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.</p> <p>I. Registre des déchets sortants</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition - le nom et l'adresse du destinataire - la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) - le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable - l'identité du transporteur - le numéro d'immatriculation du véhicule 	<p>Les prestataires affectés à l'enlèvement des bennes disposeront des agréments ou autorisations nécessaires. Une copie de ces agréments ou autorisation sera archivée sur le site.</p> <p>Un registre des déchets sortants comportant les informations listées dans le présent article sera présent sur le site.</p>	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
<p>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...)</p> <p>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n°2008/98/CE.</p>		
Article 44 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Déchets produits par l'installation</p> <p>Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.</p> <p>Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement.</p>	<p>Les déchets produits par l'installation ne seront constitués que d'ordures ménagères liées à l'usage de l'activité de ressourcerie.</p> <p>Les déchets issus du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures seront repris par l'entreprise extérieure en charge du nettoyage. Les BSD liés à cette opération seront conservés.</p>	/
Article 45 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Brûlage</p> <p>Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p>	Le brûlage sera interdit sur le site.	/
Article 46 de l'arrêté du 26 mars 2012		
<p>Transports</p> <p>Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à empêcher les envois. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortants du site devront être couverts d'une bâche ou d'un filet.</p> <p>L'exploitant s'assurera que toutes les opérations de transport de déchets respectent ces dispositions ainsi que, le cas échéant, celles de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres pour le transport des déchets dangereux. Il s'assure notamment de la validité des documents propres au véhicule et au personnel chargé du transport. Il</p>	<p>Les bennes sortant du site seront bâchées par les prestataires de transports ou disposeront de filet afin d'éviter les envois.</p> <p>Les transports des marchandises dangereux se feront dans le respect des prescriptions de l'ADR.</p> <p>Les bons d'enlèvements seront également conservés.</p>	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LES SITE	JUSTIFICATIFS
remet au chauffeur les documents de transport correspondant aux déchets sortants.		
Chapitre VII : Surveillance des émissions		
Article 47 de l'arrêté du 26 mars 2012		
Contrôle par l'inspection des installations classées L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.	/	/

1.2. Revue de conformité liée à l'Arrêté du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial)

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
1. Dispositions générales		
1.1. Conformité de l'installation		
1.1.1. Conformité de l'installation à la déclaration		
L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.	Les installations seront implantées et exploitées conformément aux plans et au dossier d'enregistrement.	/
1.2. Modifications		
Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.	Toutes les modifications apportées aux installations seront portées à la connaissance de l'inspection des installations classées.	/
1.3. Contenu de la déclaration		
La déclaration doit préciser les mesures prises relatives aux conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires et des émanations de toutes natures ainsi que d'élimination des déchets et résidus en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.	/	/
1.4. Dossier installation classée		
<p>(Décret n°2015-1614 du 9 décembre 2015, article 16)</p> <p>L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ; 	Un classeur contenant l'ensemble des pièces exigées sera présent sur le site.	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
<ul style="list-style-type: none"> - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les résultats des dernières mesures sur le bruit ; -les documents prévus aux points 1.1.2, 3.5, 3.6, 4.2, 5.3, 7.6 et 8.4. <p>Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>		
1.5. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle		
L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.	Les accidents et incidents de nature à porter atteintes à l'environnement et aux tiers seront portés à la connaissance de l'inspection des installations classées.	/
1.6. Changement d'exploitant		
Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.	Cette disposition sera respectée en cas de changement d'exploitant.	/
1.7. Cessation d'activité		
Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.	Le Préfet sera informé en cas de cessation d'activité au moins un mois avant l'arrêt définitif.	/
2. Implantation - Aménagement		
2.1. Interdiction d'habitations au-dessus des installations		

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
<p>L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités.</p> <p>L'alinéa précédent n'est pas applicable aux établissements recevant du public de type M de 1re, 2e, 3e et 4e catégories au sens de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation.</p>	<p>Aucun local habité ne sera implanté au-dessous ou en-dessous des installations.</p>	<p>Cf. P.J. n°3 : Plan masse</p>
2.2. Locaux d'entreposage		
<p>Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>I. Réaction au feu Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites au minimum en matériaux A2 s2 d0. Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1fl).</p> <p>II. Résistance au feu Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble de la structure est a minima R. 15 ; - les murs séparatifs entre le local, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau et des locaux sociaux sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture, sauf si une distance libre d'au moins 6 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique. <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Les déchets seront entreposés dans des locaux dédiés à l'abri des intempéries.</p> <p>Le désenfumage sera réalisé naturellement de la façon suivante :</p> <p>Chaque local de stockage disposera d'une aération naturelle en partie haute (bardage à claire voie) dont la surface unitaire sera déterminée sur la base de 2% de la superficie dudit local.</p> <p>Dans le local des déchets dangereux, ces ouvertures seront complétées par des portes grillagées en partie basse. Ainsi, dans ce bâtiment, chaque local disposera d'une aération en partie basse et haute.</p> <p>Au regard de ce qui précède, le pétitionnaire demande un aménagement de prescriptions relatif au système de désenfumage mentionné dans le présent article 2.2.</p> <p>Les locaux abritant les déchets seront en parpaing donc incombustibles (M0).</p> <p>Le sol des locaux sera en béton.</p> <p>Les structures seront en charpente métallique de résistance au feu R30 minimum.</p> <p>Les locaux de stockage seront implantés à 6 m au moins du local technique et de ressourcerie.</p>	<p>Cf. ANNEXE 1 : Plan détaillé des locaux</p> <p>Cf. P.J. n°7 justificatif de demande d'aménagement de prescriptions.</p>

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
	<p>Les locaux de stockage seront séparés par des murs en parpaing.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de la résistance seront mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
<p>III. Toitures et couvertures de toiture Les toitures et couvertures de toiture répondent au minimum à la classe CROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture compris entre quinze minutes et trente minutes (classe T 15) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture comprise entre dix minutes et trente minutes (indice 2).</p>	<p>Les toitures et couvertures de toiture répondront à la classe CROOF (t3)</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu du bâtiment seront mis à disposition dès que possible.</p>	Cf. ANNEXE 1 : Plan détaillé des locaux
2.3. Accessibilité		
<p>L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposé à l'entrée du site.</p> <p>La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.</p> <p>Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie engins. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.</p> <p>Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.</p>	<p>Le plan du site, mentionnant la limitation de vitesse, sera affiché à l'entrée des installations.</p> <p>La déchetterie sera pourvue d'une entrée et d'une sortie distincte pour les usagers, d'une zone de retournement et d'une zone d'attente avant la barrière d'entrée du site afin de limiter les files d'attente au niveau de la voirie publique.</p> <p>Chaque local de stockage disposera d'aération naturelle (bardage à claire voie) en partie haute.</p> <p>Les quais disposeront de murets de 0.2 à 1 m de hauteur afin d'éviter les chutes de véhicules en cas de fausses manœuvres.</p> <p>La largeur des voies sera de 3 mètres minimum.</p> <p>Une zone de retournement sera présente pour les PL.</p>	Cf. P.J n°3 : Plan masse
2.4. Ventilation		
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter</p>	<p>Chaque local de stockage disposera d'une aération naturelle réalisée en partie haute. Dans les locaux à risque, ces ouvertures seront complétées par une</p>	Cf. ANNEXE 1 : Plan détaillé des locaux

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.	aération en partie basse à l'aide de portes coulissantes grillagées.	
2.5. Installations électriques		
Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, notamment par l'application du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail ou par l'application des articles de la quatrième partie du code du travail.	Les installations électriques seront réalisées conformément à la réglementation en vigueur. Les justificatifs relatifs à la conformité des installations seront mis à disposition dès que possible.	/
2.6. Rétention des aires et locaux de travail		
Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.	Les sols des locaux de stockages des déchets dangereux seront étanches ; des rétentions adaptées seront présentes. L'aire de stockage disposera de rigoles de sol afin de recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire.	/
2.7. Cuvettes de rétention		
<p>Tout stockage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention doit être étanche aux substances qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p>	<p>Les déchets dangereux liquides seront stockés dans des locaux dédiés équipés de caillebotis sur bac de rétention. Ces rétentions disposeront de séparations afin de limiter les risques d'incompatibilités entre produits déversés.</p> <p>Ces rétentions occuperont la surface des locaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chaque local fera 41 m² et disposera des 26 m³ de rétention pour 50% du stockage. <p>Les bornes à huile seront disposées dans le local sur rétention.</p> <p>La trémie au centre des rétentions dans les locaux de stockage sera en béton. Les zones extérieures, affectées aux chargements et déchargements des</p>	<p>Cf. ANNEXE 1 : Plan détaillé des locaux</p> <p>Cf. ANNEXE 6 : Plan détaillé local stockage DDS, DEEE, Huiles</p>

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.	déchets dangereux seront conçues de sorte à pouvoir recueillir tout déversement accidentel. Il n'y aura pas de réservoir fixe.	
3. Exploitation - Entretien		
3.1. Surveillance de l'exploitation		
L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés dans l'installation.	Trois agents de déchèterie formés et ayant une bonne connaissance de la conduite des installations seront présents sur le site.	/
3.2. Contrôle de l'accès		
En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs. Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés conformément à la déclaration, sont affichés visiblement à l'entrée de l'installation.	Le site disposera d'une clôture de 2 m de haut au maximum et d'un accès sécurisé par un portail pour les usagers. 3 portails de services seront réservés au bon fonctionnement du site. L'entrée et la sortie des VL se fera par le rond-point. Les PL accèderont par la rue Bonnor et la rue du Clos Saint-Jean. Le site restera fermé en dehors des heures d'ouverture. Les heures d'ouverture et les déchets acceptés seront affichés à l'entrée du site.	Cf. P.J. n°3 : Plan masse
3.3. Propreté		
Les locaux et les différentes aires doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les bennes, casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.	Les locaux de stockages des déchets dangereux seront régulièrement nettoyés. Ces locaux seront conçus de sorte à être nettoyés facilement.	/
3.4. Vérification périodique des installations électriques		
Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre	Les installations électriques seront vérifiées au moins 1/an. Toute modification sur ces dernières fera l'objet d'un contrôle par un organisme agréé.	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.		
3.5. Formations		
<p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.</p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier : - les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité ; - le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ; - la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ; - la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ; - les déchets et les filières de gestion des déchets ; - les moyens de protection et de prévention ; - les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ; - une formation de base sur le transport des marchandises dangereuses par route (règlement ADR) ; - les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site. <p>La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>Le programme personnalisé de chaque agent et, le cas échéant, leurs certificats d'aptitudes sont consignés dans le rapport "installations classées" prévu au point 1.4.</p>	<p>Les agents affectés à la déchèterie seront formés ; un plan de formation sera établi annuellement. Les certificats seront archivés.</p> <p>Chaque agent fera l'objet d'un accueil au poste à la sécurité portant sur les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques spécifiques liées aux installations - Risque incendie et manipulation des extincteurs - Vérification des consignes de sécurité - Conduites à tenir en cas d'accident ou incident - Déchets et les filières de gestion des déchets - Moyens de protection et de prévention - Gestes et postures - Formalités administratives et contrôles à réaliser sur les déchets - Formation ADR de base <p>Les documents attestant de la formation du personnel seront présents.</p> <p>Un protocole de chargement et déchargement sera établi avec les prestataires en transports.</p>	<p>Cf. P.J. n°3 : Plan masse</p>

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
4. Risques		
4.1. Localisation des risques		
<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...). Ce risque est signalé. L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation.</p>	<p>Les zones à risque du site seront :</p> <p><u>Incendie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Bennes de stockage des déchets combustibles non dangereux ; - Locaux de stockage des déchets dangereux (Hors GEM Froid) ; - Local de stockage des pneus ; - Zone de stockage vrac (déchets verts) ; - Zone de stockage des emballages vides souillés ; - Local ressourcerie. <p><u>Pollution</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Locaux de stockage des déchets dangereux liquides et pâteux <p><u>Atmosphère explosive</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Local de stockage des solides pâteux et aérosols ... 	<p>Cf. P.J. n°3 : Plan masse</p>
4.2. Moyens de lutte contre l'incendie		
<p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures 	<p>En phase exploitation, en cas d'incendie, les secours seront alertés à travers un téléphone mobile</p> <p>Le plan des zones à risques sera mis à la disposition des secours.</p> <p>Selon la méthode de calcul D9, les besoins en eau du site pour la défense incendie sont estimés à 60 m³. Ce volume pourra être assuré par deux poteaux</p>	<p>Cf. ANNEXE 2 : D9/D9A</p>

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
<p>et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>	<p>incendie implantés sur le site à moins de 100 m des zones de stockage des déchets.</p> <p>Les poteaux incendie du site pourront fournir chacun un débit de 60 m³/h à 1 bar de pression.</p> <p>Des extincteurs seront présents dans les zones de stockages des bennes et de déchets dangereux. Ces derniers resteront accessibles et appropriés au risque.</p> <p>Les extincteurs et les poteaux pourront fonctionner en période de gel.</p> <p>Les moyens de défense seront vérifiés au moins 1 fois/an.</p>	
4.3. Matériel électrique de sécurité		
<p>Dans les locaux d'entreposage de déchets dangereux visés au point 2.2 de la présente annexe, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation ; elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</p>	<p>Les locaux de stockage des déchets dangereux disposeront de matériels électriques utilisables en zone ATEX.</p>	/
4.4. Interdiction des feux		
<p>Il est interdit de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque dans et à proximité des stockages de déchets dangereux et de produits combustibles. Cette interdiction doit être affichée en limite de ces zones en caractères apparents.</p>	<p>L'interdiction d'apporter du feu sera affichée sur le site.</p>	/
4.5. Consignes de sécurité		
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les précautions à prendre dans la manipulation des déchets dangereux ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des 	<ul style="list-style-type: none"> - Consigne n°1 : Interdiction d'apporter du feu - Consigne n°2 : Brûlage interdit - Consigne n°3 : Plan de prévention et permis feu - Consigne n°4 : Mise à l'arrêt des installations en cas d'urgence 	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
substances dangereuses ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.	- Consigne n°5 : Isolement du réseau de collecte et déversement accidentel - Consigne n°6 : Moyens d'extinction - Consigne n°7 : Procédure d'alerte et information DREAL - Consigne n°8 : Modes opératoires - Consigne n°9 : Tableau de suivi des vérifications périodiques des installations	
4.6. Prévention des chutes et collisions		
Les piétons circulent de manière sécurisée entre les zones de dépôts de déchets. Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.	Les piétons circuleront en toute sécurité dans la zone de stockage des déchets. Un cheminement piéton sera matérialisé au sol de manière à sécuriser les zones entre les zones de dépôt de déchets. Lorsque les murs de quais sont inférieurs à 1 m pour faciliter le dépôt de déchets des usagers, des dispositifs anti-chutes adaptés sont présents. L'éclairage sera adapté et les voies de circulations seront dégagées.	/
5. Eau		
5.1. Prélèvements		
Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m3/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif antiretour. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.	Le site sera raccordé au réseau d'adduction d'eau potable de la ville de Saint-Dizier. Le réseau sera équipé d'un dispositif de disconnexion. Il n'y aura pas de prélèvement dans le milieu naturel. Des sensibilisations seront réalisées afin de limiter la consommation en eau.	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
5.2. Réseau de collecte		
<p>Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Toutes les dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de l'installation.</p> <p>Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an.</p> <p>Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon.</p>	<p>Le site ne rejettera pas d'eaux résiduaires.</p> <p>La collecte des eaux pluviales de voiries se fera à travers un réseau spécifique. Ces eaux seront reprises et traitées par un séparateur d'hydrocarbure. Ce dernier sera entretenu au moins une fois par an.</p> <p>L'ensemble de ces eaux collectées et traitées se rejettera dans le réseau existant.</p>	<p>Cf. P.J.n°3 : Plan masse</p>
5.3. Valeurs limites de rejet		
<p>Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution les valeurs limites suivantes :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <p>- pH (NFT 90-008) : 5,5-8,5</p> <p>- température : < 30 oC</p> <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</p> <p>- matières en suspension (NFT 90-105) : 600 mg/l</p> <p>- dCO (sur effluent non décanté) (NFT 90-101) : 2 000 mg/l</p> <p>- DBO5 (sur effluent non décanté) (NFT 90-103) : 800 mg/l</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <p>- matières en suspension (NFT 90-105) : 100 mg/l</p> <p>- DCO (sur effluent non décanté) (NFT 90-101) : 300 mg/l</p> <p>- DBO5 (sur effluent non décanté) (NFT 90-103) : 100 mg/l</p>	<p>Le site ne rejettera pas d'eaux résiduaires.</p> <p>Les rejets aqueux ne seront constitués que des eaux pluviales. Ces eaux seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures.</p>	<p>/</p>

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
<p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain, hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l.</p> <p>Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés doit être effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p>		
5.4. Interdiction des rejets en nappe		
Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.	Le site ne rejettera pas d'eaux résiduaires.	/
5.5. Prévention des pollutions accidentelles		
Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.	<p>En cas de déversement accidentel, de l'absorbant sera utilisé et les résidus souillés éliminés dans les filières agréées.</p> <p>Une vanne de sectionnement sera présente sur le réseau afin de confiner les effluents pollués dans le bassin de confinement des eaux d'extinction incendie.</p>	/
5.6. Epandage		
L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit.	Il n'y aura pas d'épandage des déchets ou de boues.	/
6. Air - Odeurs		
6.1. Prévention		

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
L'exploitant prend des dispositions pour empêcher la formation de poussières et d'odeurs.	Il n'y aura pas de poussières dans les locaux. Les locaux posséderont une aération naturelle, il n'y aura pas d'odeurs.	/
7. Déchets		
7.1. Admission des déchets		
Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation et sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant. Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé au déposant, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion.	Les déchets ne seront réceptionnés que par des agents qualifiés et pendant les heures d'ouverture En cas de refus d'un déchet, l'utilisateur sera orienté vers le ou les centres de collectes ou de traitements adaptés aux déchets.	/
7.2. Réception des déchets		
<p>A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.</p> <p>Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).</p> <p>Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.</p> <p>Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets</p>	<p>Les déchets ne seront réceptionnés que par du personnel qualifié.</p> <p>Les caisses palettes devant les accueillir seront étiquetées conformément à la réglementation.</p> <p>Les emballages qui fuient seront isolés et stockés dans une zone dédiée.</p> <p>Les déchets dangereux liquides seront stockés dans des locaux dédiés équipés de rétentions adaptées.</p> <p>Les agents seront formés ou sensibilisés afin de respecter les dispositions spécifiques liées aux fluides frigorigènes.</p>	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
<p>d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site.</p> <p>Le dégazage est interdit. Des dispositions sont prises pour empêcher le rejet à l'atmosphère des gaz dangereux et notamment des fluides frigorigènes halogénés, contenus dans les déchets, y compris de façon accidentelle lors de manipulations.</p>	Aucun dégazage ne sera réalisé sur le site.	
7.3. Local de stockage		
<p>Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages).</p> <p>Le stockage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, ainsi que les délais d'enlèvement de ces déchets, doit être réalisé conformément à l'arrêté du 7 septembre 1999 modifié susvisé.</p> <p>Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer.</p> <p>Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. À tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.</p>	<p>Le local de stockage sera organisé en classe de déchets de natures distinctes : les déchets seront stockés suivant leur compatibilité.</p> <p>Le site ne recevra pas de DASRI.</p> <p>Un Plan de stockage des déchets dangereux sera présent.</p>	Cf. ANNEXE 6 : Plan de stockage DDS, DEEE, Huiles
7.4. Stockage des huiles		
<p>Si l'installation accepte des huiles minérales et synthétiques apportées par les usagers, les dispositions de ce paragraphe sont applicables.</p> <p>Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.</p> <p>Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau</p>	<p>Les bornes à huiles seront stockées dans le local de stockage des déchets pâteux.</p> <p>Une information relative aux risques et les interdictions de mélanges des types d'huiles sera affichée sur les bornes.</p>	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
<p>est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.</p> <p>Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.</p>	<p>Les bornes huiles seront protégées contre les chocs avec un véhicule vu qu'elles seront stockées dans un local.</p> <p>Les jauges de niveau seront facilement repérables afin de contrôler le niveau de remplissage.</p> <p>De l'absorbant sera également présent.</p>	
7.5. Amiante		
<p>Si l'installation accepte des déchets d'amiante, les dispositions de ce paragraphe sont applicables.</p> <p>Une zone de dépôt spécifique reçoit les déchets d'amiante liés aux matériaux inertes. Cette zone est clairement signalée. Les éléments reçus en vrac sont déposés, emballés et étiquetés, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant met à disposition des usagers ou de son personnel les moyens d'ensachage des déchets.</p>	<p>Il n'y aura pas de stockage d'amiante sur le site.</p>	/
7.6. Déchets sortants		
<p>Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Les déchets ne sont pas entreposés plus de trois mois dans l'installation.</p> <p>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations ou agréments nécessaires.</p> <p>a) Registre de déchets sortants</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition - le nom et l'adresse du destinataire - la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) 	<p>Les déchets seront régulièrement enlevés et ne seront donc pas entreposés plus de 3 mois.</p> <p>L'enlèvement des déchets se fera conformément à la réglementation.</p> <p>Les prestataires de collecte et de traitement disposeront des agréments ou autorisations nécessaires. Une copie de ces agréments ou autorisation sera archivée sur le site.</p> <p>Un registre des déchets sortants comportant les informations listées dans le présent article sera présent sur le site.</p>	/

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
<ul style="list-style-type: none"> - le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable - l'identité du transporteur - le numéro d'immatriculation du véhicule. <p>b) Préparation au transport. - Etiquetage Le cas échéant, les déchets évacués sont emballés conformément à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, en respectant les dispositions de l'ADR. Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractère lisible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement - les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur. 	<p>Les caisses palettes affectées au stockage seront étiquetées conformément à la réglementation ADR avant les enlèvements.</p>	
7.7. Transports - Traçabilité		
<p>L'exploitant s'assurera que toutes les opérations de transport de déchets respectent ces dispositions ainsi que, le cas échéant, celles de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres pour le transport des déchets dangereux. Il s'assure notamment de la validité des documents propres au véhicule et au personnel chargé du transport. Il remet au chauffeur les documents de transport correspondant aux déchets sortants.</p> <p>L'expédition de déchet dangereux respecte la réglementation aux circuits de traitement des déchets, notamment l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.</p>	<p>Les opérations de transports des déchets dangereux se feront conformément à l'ADR.</p> <p>Il n'y aura pas de de stockage de DASRI sur le site.</p>	/
7.8. Déchets produits par l'installation		
<p>Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.</p> <p>Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.</p>	<p>Les déchets produits par l'installation ne seront constitués que d'ordures ménagères liées à l'usage de l'activité de ressourcerie.</p> <p>Les déchets issus du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures seront repris par l'entreprise extérieure en charge du nettoyage. Les BSD liés à cette opération seront conservés.</p>	/
7.9. Brûlage		

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS			
Le brûlage de déchets est interdit.	Le brûlage sera interdit sur le site.	/			
8. Bruit et vibrations					
8.1. Valeurs limites de bruit					
<p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <p>Emergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation)</p> <p>Zones à émergence réglementée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse) - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ; - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :</p> <table> <tr> <td>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</td><td>Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</td><td>Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</td></tr> </table>			Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés			
	<p>Une mesure sera réalisée en phase exploitation.</p> <p>Cette mesure sera réitérée tous les 3 ans.</p> <p>Il n'y aura pas d'appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.).</p> <p>Les installations ne seront pas à l'origine de vibrations.</p>				

DESIGNATIONS			MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)		
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)		
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.</p>				
8.2. Véhicules - Engins de chantier				
<p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.</p> <p>L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hautparleurs, etc.) gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>			<p>Les véhicules et engins présents sur le site seront conformes aux dispositions en vigueur.</p> <p>Il n'y aura pas d'appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.).</p>	/
8.3. Vibrations				
<p>Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 sont applicables.</p>			<p>Les installations ne seront pas à l'origine de vibrations.</p>	/
8.4. Mesure de bruit				

DESIGNATIONS	MESURES PREVUES SUR LE SITE	JUSTIFICATFS
<p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.</p> <p>Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>	Des mesures acoustiques seront réalisées tous les 3 ans.	/
9. Remise en état en fin d'exploitation		
9.1. Elimination des produits dangereux en fin d'exploitation		
En fin d'exploitation, tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.	En fin d'exploitation, tous les déchets seront valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.	/
9.2. Traitement des cuves		
Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possibles enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.	Absence de cuves sur le site.	/